

DU 15 AU 30 JUIN 2015
OCEAN PACIFIQUE
NORD
VOLUME 79

L'information géographique
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT

Temporalités de l'espace géographique

L'information géographique



- ▶ Introduction. Modalités de manifestation des temporalités en géographie
Peut-on penser ensemble l'espace et le temps de la diffusion sans adopter un nouveau champ lexical ?
- ▶ Application à la diffusion du Néolithique en Europe
- ▶ Temporalités et rythmes urbains : les interprétations géographiques du temps et les espaces urbains
- ▶ L'actualisation du patrimoine face à la métropolisation. Le cas de Saint-Denis
- ▶ Temporalités et objets géographiques
- ▶ La modélisation du temps dans la simulation à base d'agents
- ▶ 28 scénarios de prospective territoriale pour la France : relecture

ARMAND COLIN

28 scénarios de prospective territoriale pour la France : relecture transversale

Par Martin Vanier

Martin Vanier, professeur de géographie et aménagement, université de Grenoble, UMR PACTE – Martin.Vanier@ujf-grenoble.fr

La Datar n'existe plus. Après 51 ans de bons et loyaux services, elle s'est coulée – chacun entendra ce terme à sa guise – dans le nouveau Commissariat général à l'égalité des territoires pour y rejoindre le Comité interministériel des villes et l'Agence nationale de cohésion sociale et d'égalité des chances. C'est l'occasion de revenir sur son dernier grand exercice de prospective, *Territoires 2040*, conduit entre 2009 et 2012.

Un souvenir hante la prospective : le grand scénario national éclairant l'avenir de la France. Le dernier date de 2000 : le scénario du polycentrisme maillé. Depuis, le pays avance (?) sans se raconter, ni le souhaitable, ni l'inacceptable, ni le tendanciel, du moins sous la forme de scénarios nationaux. Ou plutôt en multipliant les récits les concernant. Car l'absence de scénario national intégrateur ne signifie pas l'épuisement de la prospective scénarisée, bien au contraire : « que mille scénarios prospectifs fleurissent ! », tel semble être le mot d'ordre de la France décentralisée. *Territoires 2040* n'aura pas échappé à la floraison. En organisant la production de 28 scénarios sur les systèmes spatiaux de la France en Europe et dans le monde à l'horizon 2040 (et même 33 en comptant ceux, antérieurs, des « Futurs périurbains » ; Roux et Louargant, 2010), les promoteurs de l'opération partageaient sans doute cette conviction : le futur nous dépassera toujours, ne feignons plus d'en être les intégrateurs. Trop de scénarios pour mieux tuer LE scénario ?

Cette conception modeste, ou profuse, de la prospective scénarisée avait en réalité une raison politique de fond. Le temps de l'État comme grand timonier de l'anticipation est révolu, le futur s'est démocratisé, pluralisé, territorialisé, « actorisé » si l'on peut dire (sinon dé-technocratisé). Abondance de prospective ne nuit pas : on y perd, certes, l'horizon unique (qu'on l'énonce comme attractif, comme le dernier évoqué, ou répulsif, comme le fit le grand ancien « scénario de l'inacceptable » de 1971) ; mais on y gagne en construction de l'autonomie de pensée des systèmes d'acteurs, et en capacité sociétale à se

projeter. La multiplication des scénarios relève donc davantage de la reconnaissance du pouvoir (prospectif) des territoires dans leur grande diversité, que du renoncement à la posture nationale.

Car au bout du compte, la question demeure : que disent *tous ensemble* les 28 scénarios produits dans le cadre de *Territoires 2040* ? L'avenir est-il brouillé par la multiplication des futurs ? Ou bien quelque chose de commun se dégage-t-il *a posteriori* de la diversité des efforts prospectifs qui, sans produire pour autant un récit volontaire, donne des clés générales pour la lecture des processus producteurs d'avenir, qu'ils soient avérés ou incertains ?

► Le poids du présent, ce futur déjà là

La réponse à cette question tient d'abord des conditions de l'exercice prospectif¹. Comme pour tout système d'information, on trouve généralement à l'arrivée d'un tel exercice ce qu'on y a mis au départ : difficile de faire émerger ce qu'on n'aura pas du tout pensé à regarder. D'où l'importance cruciale de la composition des sources émettrices de prospective, ces 200 à 300 experts de tous ordres qui ont accepté de se prêter à l'effort collectif de *Territoires 2040* pendant près de trois ans. De là à estimer que le résultat n'est que combinaisons plus ou moins sophistiquées de l'ensemble de leurs représentations à un instant T, il y a un pas qu'on peut franchir, au rappel suivant près. Les représentations des experts qui vont immanquablement peser dans le produit prospectif ne sont pas stables du début à la fin de l'exercice. C'est même tout l'intérêt de le conduire en séances collectives répétées, plutôt que sous la forme de livraisons écrites individuelles. La gymnastique collective des représentations que signifie un atelier de prospective relève du « (à) partir de » : procéder à partir du présent, mais s'en éloigner, en partir, s'en affranchir jusqu'à un certain point, dans un jeu entre audace personnelle et émulation collective raisonnée.

Ajoutons que *Territoires 2040* s'inscrivait dans le choix de scénarios exploratoires et résolument tissés de leurs propres tensions : chaque scénario – c'était une consigne pour les construire – devait dessiner un « ordre futur de contradictions », c'est-à-dire un ensemble cohérent de processus, interdépendants autant par leurs convergences que par leurs conflits. Ni scénario noir, ni scénario rose : uniquement des scénarios multicolores, et cependant contrastés les uns par rapport aux autres. D'où l'impossibilité d'une décantation finale vers quelques scénarios simplificateurs.

1. Cet article s'appuie sur l'ensemble de la production de *Territoires 2040*, telle qu'on peut en prendre connaissance dans la revue du même nom (toujours accessible en ligne), en particulier le n° 4 présentant les 28 scénarios en question, en sept articles rédigés par chacun des présidents des groupes de prospective.

Malgré tout, les producteurs de *Territoires 2040* ont-ils fait preuve de la bonne distance à l'égard du présent : ni trop près, pour ne pas faire du futur le décalque de leurs représentations du présent et de ses enjeux, ni trop loin, car ce présent est aussi un futur déjà là qu'il s'agit d'entendre et de voir ? A chacun d'en juger, ce qui est, par ailleurs, une façon de poursuivre l'effort permanent d'anticipation. Comme on le sait, cette appréciation dépend beaucoup de la rédaction formelle des scénarios, qu'on doit aux présidents des sept groupes qui constituaient *Territoires 2040*.

LES SEPT SYSTÈMES SPATIAUX MIS EN PROSPECTIVE PAR *TERRITOIRES 2040* (ET LEURS PILOTES)

- Le système des métropoles françaises dans l'économie monde (M. Lussault)
- Les systèmes métropolitains intégrés (G. Pinson)
- Les portes de la France dans les territoires de flux (N. Cattan)
- La dynamique des territoires industriels (G. Le Blanc)
- Les villes intermédiaires et leurs espaces de proximité (F. Aubert)
- Les territoires à base économique résidentielle et touristique (B. Pecqueur et M. Talandier)
- Les espaces de faible densité (L. Barthe)

Trois géographes (Laurence Barthe, Nadine Cattan, Michel Lussault), quatre économistes (Francis Aubert, Bernard Pecqueur, Magali Talandier, Gilles Le Blanc), un politiste (Gilles Pinson) : ce choix conditionne forcément le produit final tel qu'on va tenter de le dégager des 28 scénarios qu'ils ont livrés. D'autres disciplines auraient pu être requises (et l'ont été dans la composition des groupes, les apports experts extérieurs, les nombreux débats). *Territoires 2040* ne prétendait pas être une prospective de tout, mais bien, comme l'indiquait son sous-titre, des « territoires acteurs du changement » : une prospective des systèmes spatiaux qui font la France, nourrie de celle des modes de vie (Moati 2012, Le Bras 2012, Gwiazdzinski 2012) des mutations technologiques (Klein 2012, Beaude 2012, Torre 2012), des changements environnementaux (Tabeaud 2012, Le Kama 2012, Crozet 2012) et des transformations économiques (Carroué 2012, Lévy 2012, Mora et Hubert 2012), mais revendiquant résolument son entrée spatiale et par conséquent sa portée aménagiste.

Autant de facteurs contributeurs du produit prospectif qu'il faut garder à l'esprit au moment d'en proposer une lecture de synthèse, laquelle reste, en outre, l'interprétation personnelle de l'auteur.

► Six postures en quête de scénarios

Au plus simple, on trouve dans l'ensemble des scénarios de *Territoires 2040* les six postures prospectives suivantes, relevant successivement de la conviction,

de la mise en doute, de l'acquis pour demain, de la crainte, de l'optimisme et du rendez-vous.

Une conviction partagée : la mobilité réorganise tout

La mobilité est le fait le plus structurant de *Territoires 2040*. C'est aussi l'un de ceux qui ouvrent le plus à la controverse. Tous les scénarios sont d'accord pour y voir un facteur clé de l'évolution des configurations spatiales et sociales de demain, mais pour les uns ce sera par plus de mobilité (plus de types de mobilité et de mobiles, plus de fréquence, plus de portée parce que plus de vitesse, plus d'intensité de fonctions de circulation, etc.), tandis que pour les autres, ce sera au contraire par un tournant vers des rapports plus sobres aux mouvements, à la distance, à l'écart, bifurcation énergétique oblige. D'où une première clé d'opposition entre des scénarios « mobilitaires » (« Polarisé », « Les spots » etc.) et d'autres qui, par nécessité ou par possibilité de substitution (proximités, cycles courts, accès à distance, qu'on retrouve dans « Dilué », « Les oasis », etc.), feraient entrer dans une ère plus sobre de la circulation des hommes, des biens, des informations et des vivants non humains.

Pas question de trancher cette opposition. Il est clair qu'elle est déjà, et sera de plus en plus, un facteur de différenciation, entre individus, entre collectifs, entre organisations, entre territoires, etc. Rien de neuf depuis la « société en réseaux », dira-t-on, sauf sans doute cette conscience croissante que sociétés et territoires rencontrent là, bien plus que les conditions de leur unification, les causes de ce qui les distingue, voire de ce qui les divise.

Une grande mise en doute : comment saura-t-on faire société demain ?

D'où ce deuxième point saillant, expression d'un certain désarroi collectif. La question du contrat social est à nouveau posée. Le XX^e siècle en avait sécurisé les réponses, au sein de compromis stato-nationaux, et au prix de quelques autres grandes incertitudes. Disons, au risque d'être mal compris, qu'on savait ce qui faisait société particulièrement bien en partant à ou en revenant de la guerre, et malgré tous les bouleversements cruels qu'elle signifiait. La guerre s'est heureusement éloignée du territoire national depuis plus de deux générations. La mondialisation a alors progressivement érodé les cadres forgés en Europe par un siècle de chocs d'États-nations. On ne regrettera pas les chocs, mais les cadres ? La Sécurité sociale est d'abord synonyme de gouffre, le travail n'est plus intégrateur, la citoyenneté est en crise, le code civil bouge...

Parmi les scénarios de *Territoires 2040*, aucun ne prend véritablement le risque de dessiner un nouveau compromis social, pour ne pas dire un nouveau modèle de société à l'horizon d'une génération. Tous considèrent la société française de demain avec perplexité : qu'est-ce qui pourrait bien encore la faire tenir

ensemble ? Ainsi, le principe de communauté parcourt plusieurs scénarios des différents systèmes spatiaux (dont « les communautés incertaines » et « les archipels communautaires »), mais non sans un certain malaise : s'agit-il de la défaite du compromis social et de son expression républicaine, ou au contraire de la configuration motivante d'un nouveau vivre ensemble ? Plus de communautés : la pire ou la meilleure des hypothèses ?

La mise en doute a cependant une vertu : celle d'annoncer le besoin, et peut-être l'avènement, d'une nouvelle génération de politiques publiques destinées à gérer la conflictualité, anticiper les vulnérabilités, sécuriser les parcours de tous ordres. Des politiques qui existent aujourd'hui comme des correctifs pour tous ceux (individus, collectifs, organisations, territoires) qui sortent de l'état stable, alors qu'il s'agirait, demain, du fonds commun de l'action publique au sein d'une société qu'aucun état stable ne caractériserait plus.

Un acquis : la vigilance écologique (à défaut de la bifurcation)

Comparé au front flou de l'incertitude sociale, les grands enjeux environnementaux constituent le nouveau front dur de la prospective. On le savait avant de commencer l'exercice : plus de prospective digne de ce nom, sans prise en compte irréfutable d'un *global change* dûment chiffré (la température moyenne annuelle mondiale dans une voire deux générations, ou le rythme d'érosion de la biodiversité), voire daté (le *peak oil*, ou, pour les plus sombres des scientifiques du long terme, l'échéance ultime de l'humanité). Des facteurs qu'il semble toujours trop faible de qualifier de lourds.

Dans ces conditions, il n'y a pas eu de scénarios avec et des scénarios sans vigilance et exigence écologiques. Par contre, cette vigilance et cette exigence partagées ne conduisent pas systématiquement aux scénarios de la bifurcation. Quelques scénarios l'envisagent explicitement, sous des expressions d'ailleurs variées (« la dépolisation », « l'antipole », « la reconstruction industrielle verte », « les laboratoires verts »). Les autres digèrent l'exigence environnementale et les nouveaux rendez-vous d'action collective qu'elle implique, comme s'il s'agissait désormais d'un B-A-BA prospectif. Au risque, protestent les nouveaux vigilants déjà déçus par l'après-Grenelle, de refaire tomber l'élan de l'indispensable bifurcation, et de transformer ainsi l'acquis en leurre.

Une crainte de plus en plus explicite : le déclassement français

Cependant, c'est ailleurs que réside le fond de l'angoisse nationale, telle qu'elle s'exprime d'une façon ou d'une autre dans toute prospective, y compris *Territoires 2040*. Il s'agit de la conscience montante de la fin proche de ce temps long de grandeur qui, du Colbertisme au Gaullisme en passant par le Jacobinisme, a fait d'un petit pays d'Europe occidentale une puissance internationale. La fin de la grandeur et de la puissance françaises – elle travaille

sourdement tout le XX^e siècle – met le pays, ses villes et ses territoires dans une position mondiale inédite pour eux : comment rester un pays dynamique et épanoui quand on ne pèse plus grand-chose ? Comment penser la performance sans la grandeur, voire la puissance ? Comment être dépassé (par les BRICS aujourd'hui, certains pays du N11 demain), sans être déclassé ? Défi cruel pour la France, que cette invitation au « scandinavisme » !

Une fois écartée la tentation du scénario-tocsin – celui dont l'annonce dramatisée des diverses « fins de » est généralement l'espoir implicite à ce que tout continue comme avant – certains scénarios explorent les voies de nouvelles performances collectives et territoriales (par exemple « Effervescence », « Les spécialités en concurrence »), y compris dans les espaces de faible densité, laboratoires de nouveaux modèles de croissance (« Les plateformes productives », « L'avant-scène des villes »).

Expression la plus manifeste de l'interrogation sur l'après-grandeur nationale : la démographie migratoire (de Wenden 2012), car la France et ses territoires ont commencé à vivre à la fois une immigration plus variée, plus complexe, plus diffuse, et une émigration nouvelle pour eux, notamment par la classe d'âges des jeunes adultes en quête d'emplois lointains. Un double défi qui se noue dans le suivant : quelle dose de cosmopolitisme les territoires français – tous les territoires – sont-ils en capacité de développer demain ?

Un optimisme : la société de la connaissance sera plutôt épanouissante

En creux dans tous les scénarios, par l'absence de problématiques à cet égard : l'incorporation croissante de sciences, de savoirs, et de technologies dans tous les actes sociaux et économiques est envisagée comme plutôt au service des solutions que génératrice des grands problèmes de demain. Confère le tranquille optimisme technologique de la plupart des petites fictions quotidiennes qui illustrent chacun des 28 scénarios. Certes, celles-ci n'ont aucune valeur scientifique, mais elles expriment bien l'imaginaire qui anime les prospectivistes. On y trouve plutôt la trace des commodités attendues d'une société numérique où les systèmes intelligents ont pénétré le quotidien, que le tableau d'un *big brother* artificiel conduisant l'humanité vers son pire cauchemar.

Aveuglement collectif des experts entièrement immergés dans la noosphère, passés à côté des dangers sanitaires, des questions éthiques des bio-nanotechnologies, et de la crise des gaz de schistes ? Ou tout simplement, rapport mature des sociétés développées à leur nouveau fondement, la connaissance ? Les énoncés d'alerte n'ont pas manqué lors des ateliers, ni l'anticipation des problèmes de maîtrise collective des technologies, mais pas au point d'orienter tout un scénario, sauf à considérer que les scénarios de décroissance déjà cités

relèvent de la défiance à l'égard de la société de la connaissance, ce qui ne serait pas honnête (Sinai, 2013).

Un rendez-vous : l'aménagement des territoires c'est leur coordination

Pour finir, lorsque les scénarios en viennent au mode d'action publique qui les caractérise pour chacun d'eux, et à ce qu'il paraît le plus vraisemblable d'imaginer à cet égard indépendamment de toute prescription transformatrice, c'est le paradigme de la coordination qui ressort le plus souvent. Non pas que la lutte des leaderships – au sein de la sphère publique, au sein de la sphère privée, et transversalement à ces deux sphères – soit évacuée de l'horizon politique. Mais précisément parce que cette lutte est à ce point ouverte et complexe, qu'il semble que quelles que soient les hypothèses les plus fortes (changement d'échelle, montée des pouvoirs urbains, puissance du marché ou nouvelles régulations), ce sont les politiques de la coordination qui représenteront à l'avenir les conditions de l'efficacité politique, et les sources de sa légitimité.

Quel(s) gouvernement(s) va (vont) compter demain dans les systèmes de territoires ? Celui ou ceux qui sauront le mieux organiser les articulations de tous, dans les systèmes ou entre les systèmes. Et peut-être mieux encore, au-delà du pouvoir « souverain » de chacun, le seul « gouvernement » dépositaire d'un pouvoir réel sera le système qui coordonne ces souverainetés territoriales désormais imparfaites.

► Les trois Janus de Territoires 2040

Comme on peut le constater, cette esquisse à grands traits du fonds commun des 28 scénarios produits dans le cadre de *Territoires 2040* ne dessine pas pour autant un scénario, ni même deux ou trois. Sauf à donner arbitrairement le primat à une des clés de lecture sur les autres (la mobilité, le modèle social, le rapport aux ressources et le modèle de développement, la capacité productive, la connaissance, la gouvernance) et estimer que c'est à partir des alternatives que cette clé majeure propose, qu'il faut construire les scénarios de synthèse. Or, c'est le mérite du choix de départ que d'avoir rendu impossible tout au long de la démarche, et donc y compris à son arrivée, ce rabattement général sur tel ou tel facteur dominant ou discriminant. Il n'empêche que quelque chose se dégage de ces 28 explorations libres, qui reste rétif au grand récit intégrateur, mais pas aux problématiques rassembleuses qui permettent d'interpeller l'action, ce qui est, ne l'oublions pas, la vraie valeur ajoutée de la prospective.

Pour aller un peu plus loin dans cette interpellation, on invoquera Janus : un visage tourné vers le passé, un autre vers le futur, il est le dieu du passage, celui

des commencements et des fins, mais aussi celui des choix, des portes et des clés. Inépuisable mythologie pour la prospective !

Deux raisons à ce recours mythologique : la première est que, comme on va le voir, les thématiques prospectives qui viennent d'être présentées, et avec elles la plupart des 28 scénarios, sont travaillés par trois grands couples d'oppositions majeures (tableau 1) qui, du point de vue qui est le nôtre ici – celui de l'espace des sociétés, de leurs activités et de leurs organisations – peuvent tout résumer ; la seconde est qu'aucun des termes de ces oppositions n'est intéressant, considéré isolément, pour orienter un scénario, mais que chacun prend vraiment son sens dans l'opposition même, la contradiction qu'elle alimente, et les formes que pourraient prendre son dépassement. Janus a deux visages, les deux nous fascinent et nous questionnent à condition de ne pas les séparer.

Janus 1 : Polarisation/dispersion

Ce premier couple d'opposés est vieux comme l'espace des sociétés, et pourtant toujours aussi vivant, voire virulent si l'on observe le débat qui l'anime. Il faut le considérer dans la totalité de ses expressions : polarisation spatiale, mais aussi organisationnelle, fonctionnelle, politique, etc., et de même pour la dispersion.

Durant les trente dernières années, ce couple s'est incarné dans la métropolisation : d'une part elle concentre et capitalise les facteurs de mondialisation dans un nombre restreint de places, de l'autre elle diffuse les agents de cette concentration de plus en plus largement autour des pôles afin de surmonter la compétition spatiale qu'elle exacerbe dans toutes les localisations (habitat, services, équipements, entreprises), et pour intégrer dans le processus de nouvelles ressources territorialisées, dont les précieuses ressources des campagnes non urbanisées. Au total, tel Janus, la métropolisation polarise et disperse.

Or, tous les scénarios, ou presque, sont guidés par ce Janus, bien qu'en cherchant à lui échapper. Les systèmes spatiaux de la France iront-ils demain vers davantage de polarisation ou davantage de dispersion ? La doxa politiquement correcte est sans ambiguïté à cet égard. Mais en même temps, la polarisation pour tous les territoires, à toutes les échelles, autrement dit le polycentrisme, c'est déjà un pas vers la dispersion. Toute la genèse de l'aménagement du territoire en France va dans ce sens, dans son effort durable de rééquilibrage et d'harmonie spatiale, référé à une occupation à peu près isotrope du pays. Un village tous les 4 ou 5 kilomètres, exceptionnellement plus ou moins, un chef-lieu tous les 20, une grande ville tous les 100, une métropole tous les 300 : polarisation ou dispersion ?

Tab. 1 : Systèmes spatiaux, scénarios exploratoires et grandes oppositions.

Systèmes spatiaux	Scénarios 2040	Polarisation	Dispersion	Inter-dépendance	Autonomie	Uniformisation	Différenciation
Urbain métropoli- lisé français dans la mondialisation	Hyperpolarisation						
	Régionalisation						
	Postpolarisation						
	Dépoliarisation						
Systèmes métropolitains intégrés	Mercapole						
	Archipole						
	Antipole						
Portes d'entrée de la France ; systèmes territoriaux de flux	Polarisé						
	Dilué						
	Archipelisé						
	Fluidifié			X	X		
Espaces de la dynamique industrielle	Reconstruction verte	0	0				
	Citadelles					0	0
	Effervescence						
	Alter-industrie						
Villes intermédiaires ; Espaces de proximité	Communautés incertaines						
	Laboratoires verts	0	0				
	Spécialités en concurrence						
	Satellites interconnectés						
Espaces de développement résidentiel et touristique	Oasis						
	Sphères de vie						
	Spots						
	Web			X	X	X	X
Espaces de faible densité	Archipels communautaires						
	Faible densité absorbée						
	Avant-scène des villes	X	X				
	Plates-formes productives	0	0				
	Systèmes entrepreneurs						

	Le scénario est concerné par le processus
X	Les deux processus ne s'opposent pas
0	Le scénario ne traite pas de cette opposition

On aura beau se raconter que Janus regarde devant vers la polarisation (les pôles de tous ordres), et derrière vers la dispersion (le rural d'antan, la périurbanisation dégénérée d'aujourd'hui qu'il s'agirait de stopper), on devine que demain, tout continuera à s'agencer dans et par ce double moteur. Car au fond, qu'est-ce qui est véritablement devant, et qu'est-ce qui est véritablement derrière dans ce double processus ?

11 des 28 scénarios relèvent plutôt d'une logique de polarisation, et 13 plutôt d'une logique de dispersion, tandis que 3 échappent à cette opposition, et qu'un dernier offre une perspective particulière – on y reviendra. Le principe du

scénario pousse à explorer une option et à séparer le Janus. Pourtant, demain comme aujourd'hui, les deux perspectives fonctionneront ensemble, dans leurs contradictions, même si l'une domine l'autre. C'est la perspective de cette dualité qui fait sens.

Reste à imaginer la ou les forme(s) future(s) de ces paradoxes que sont la polarisation dispersée ou la dispersion polarisée : encore et toujours la métropolisation ? Est-il trop tôt pour se demander ce qui viendra après la métropolisation ? Autrement dit pour tenter de reformuler ce premier Janus dans son entièreté et dans sa gestation ? De ce point de vue, le dernier scénario des espaces de la faible densité, « l'avant-scène des villes », développe une stimulante perspective de ces espaces comme « composante du programme d'aménagement de la ville durable ou du territoire durable [...], espaces étroitement connectés au monde urbain [...], nouveaux cœurs structurants, dotés de fonctions spécifiques à la dynamique urbaine dans son ensemble » (Barthe et Milian, in Territoires 2040, p. 176). Des espaces de faible densité au cœur des systèmes polarisés, et y accueillant la dispersion de nouvelles activités urbaines ? Voilà qui bouscule le Janus et conduit à regarder autrement la vieille question de l'agencement des densités et des valeurs de cet agencement.

Janus 2 : Interdépendance/autonomie

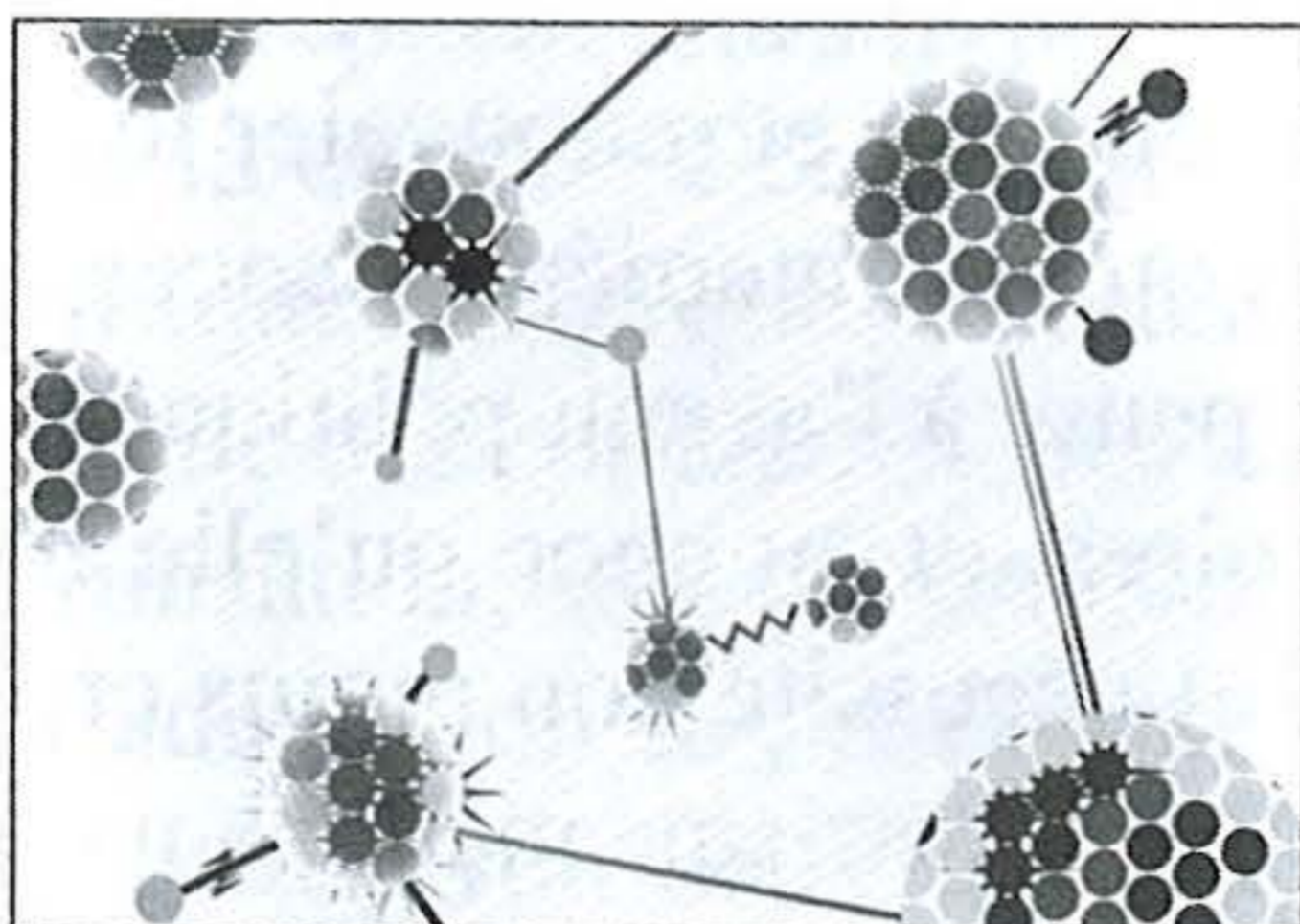
Inhérent à la notion de système, le deuxième Janus est plus moderne que le premier. C'est la première fois que la notion de système servait de guide pour définir les « objets spatiaux » de la prospective : sept systèmes spatiaux assumant chacun une des grandes fonctions de la France (mondialité, cohésion sociale, circulations, productions, etc.). Par définition, le système est fondé sur l'interdépendance, *a minima* celle, interne, qui le définit comme tel, et si le système est ouvert, celle, externe, qui le relie à d'autres systèmes. Là encore, il faut entendre interdépendance et autonomie dans toute la variété des faits sociaux, spatiaux, économiques, politiques, culturels, etc. qui entrent en systèmes.

Toutes ces interdépendances ne se valent pas, et c'est bien ce qui permet d'identifier des systèmes les uns par rapport aux autres, en fonction de leur relative autonomie réciproque. Les situations de pure interdépendance ou de pure autonomie sont l'exception ; la plupart du temps, l'une ne va pas sans l'autre, malgré leur opposition. Là encore la figure de Janus s'impose, et fonctionne pour quasiment tous les scénarios (tableau 1).

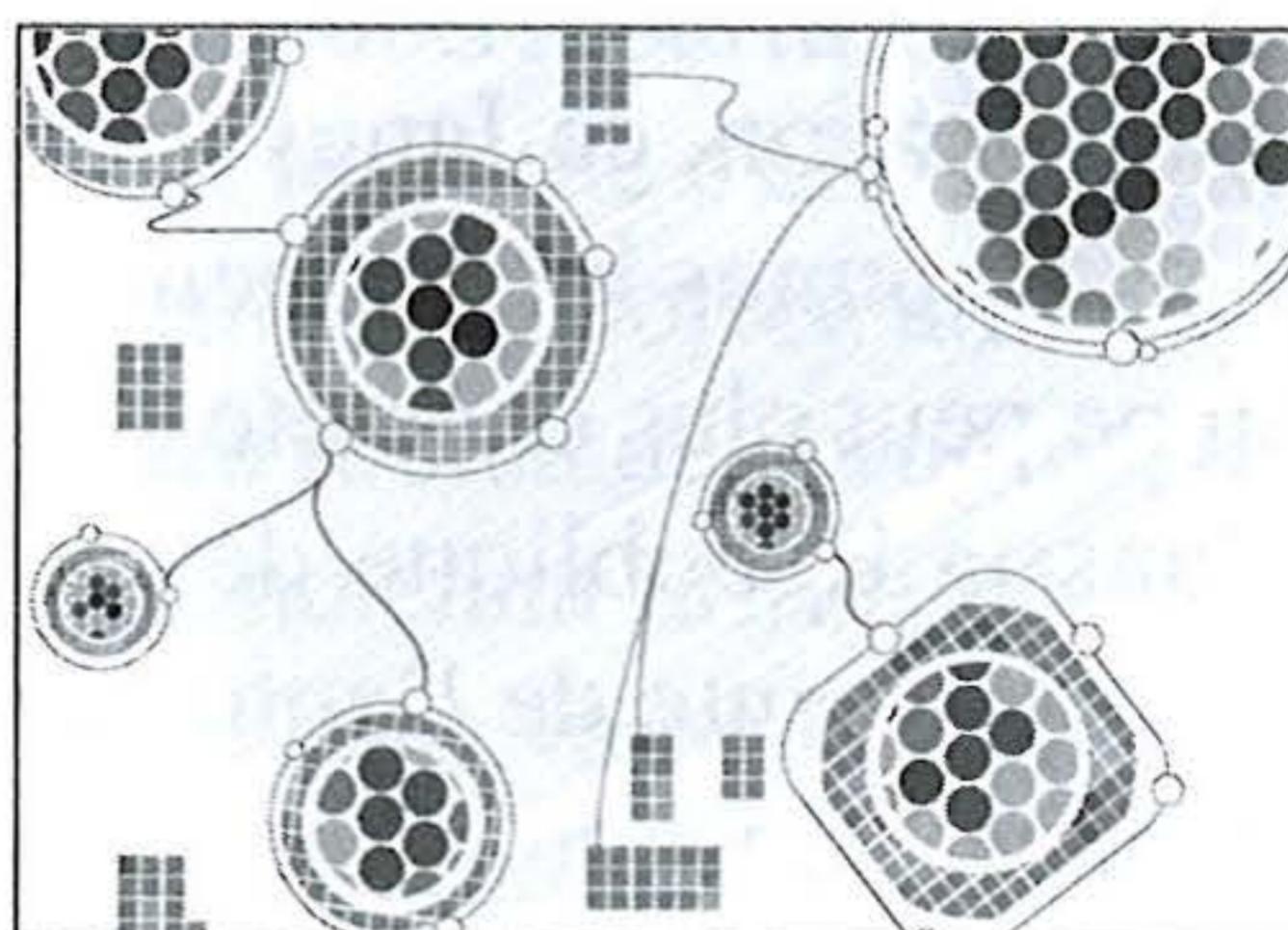
Comme précédemment, dans chaque scénario l'une des perspectives l'emporte sur l'autre, cette fois à parts égales (bien que tout cela reste soumis à appréciation subjective). Les figures de Karine Hurel illustrant les quatre scénarios des « villes intermédiaires et leur espace de proximité », et trois des quatre scénarios des « espaces de développement résidentiel et touristique », méritent

Fig. 1 : Huit des 28 scénarios de « Territoires 2040 », entre interdépendance et autonomie (NB : le passage en niveau de gris des figures originales en couleur ne conserve que les formes et les hiérarchies, effaçant les proximités ou les liens de substance).

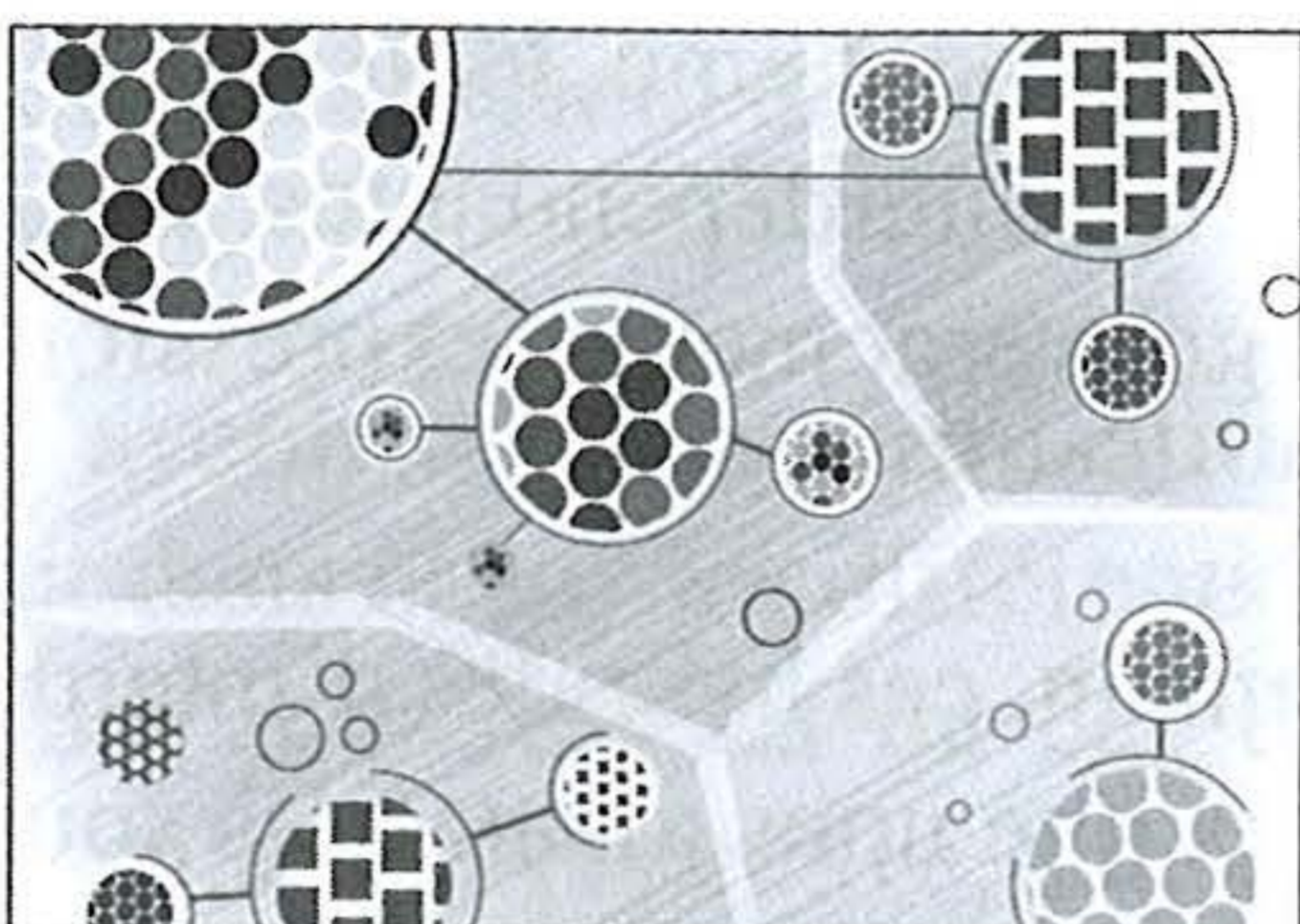
LES COMMUNAUTÉS



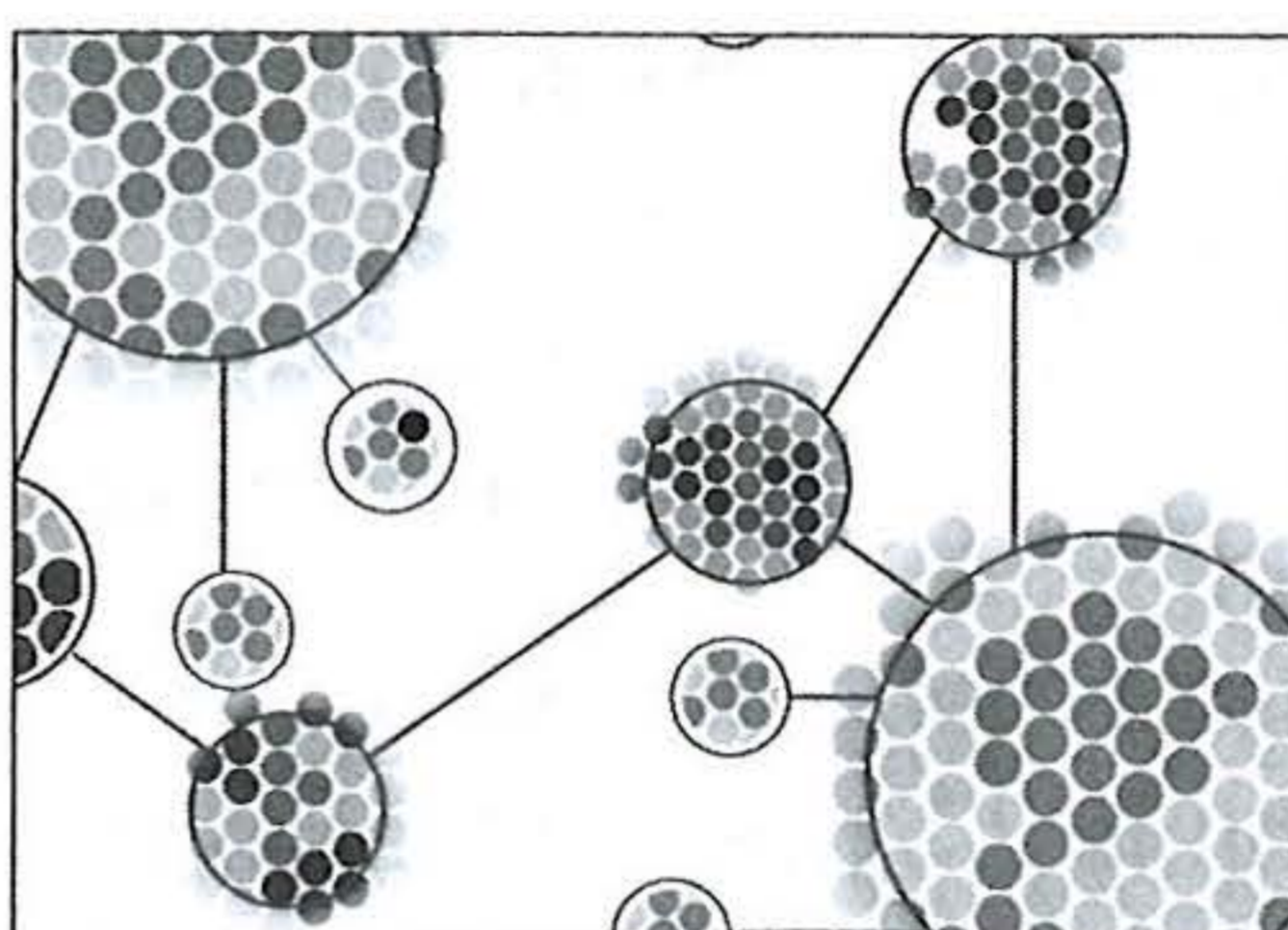
LES LABORATOIRES VERTS



LES SPÉCIALITÉS



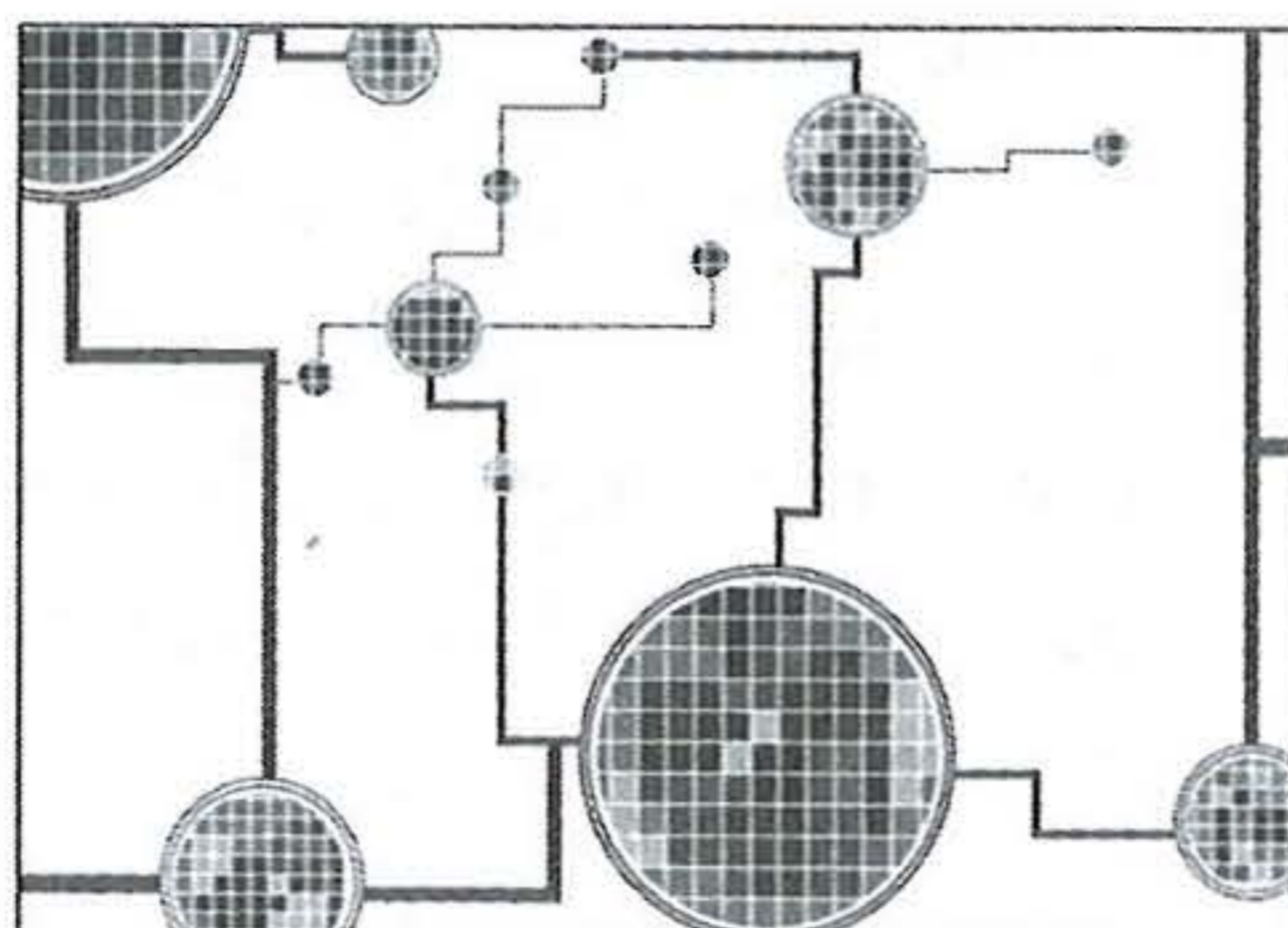
LES SATELLITES



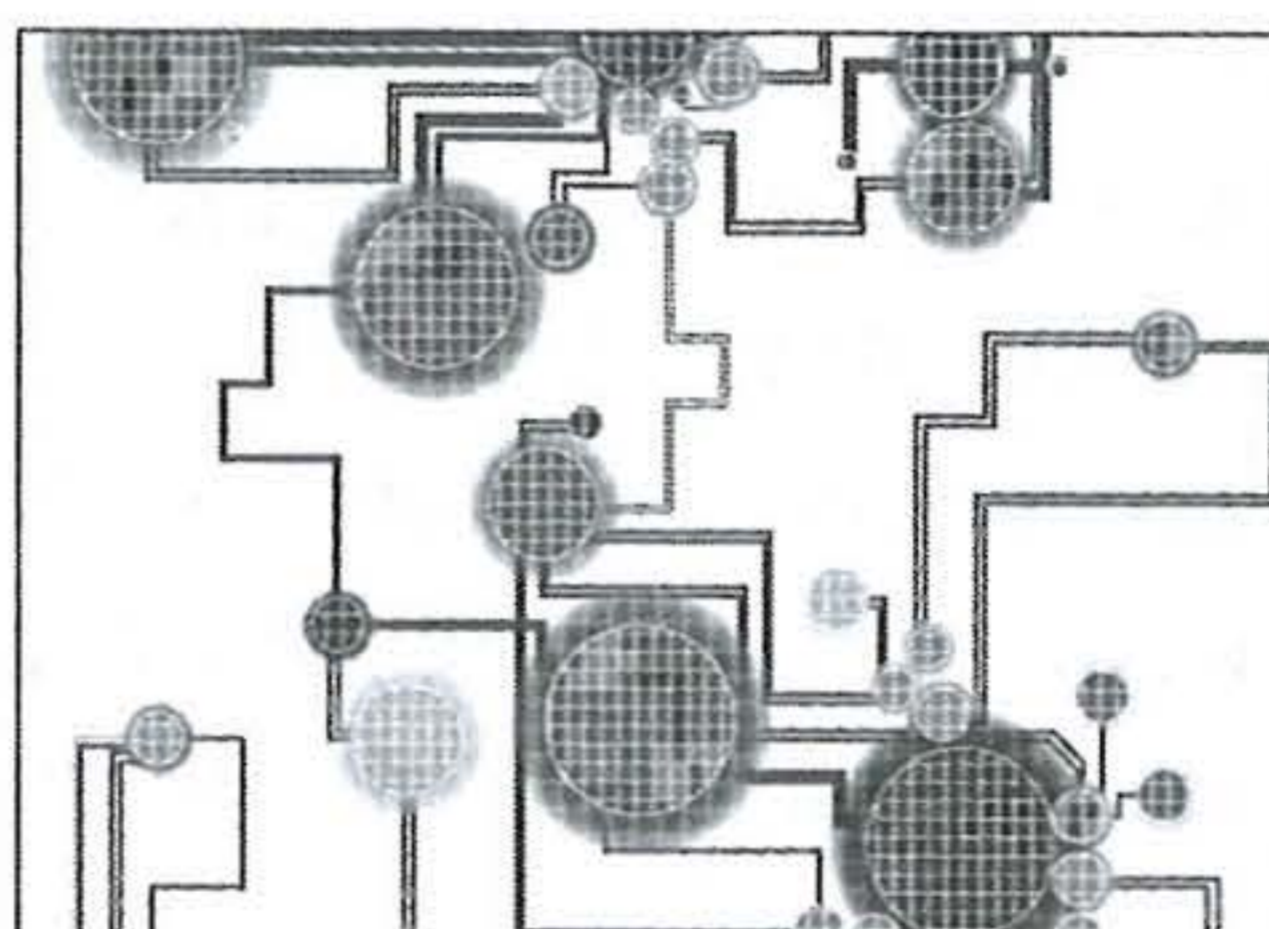
Conception / réalisation : DATAR, 2011 dans le cadre de la démarche de prospective Territoires 2040 • Francis Aubert, Karine Huret

Scénarios « Villes intermédiaires et leur espace de proximité »

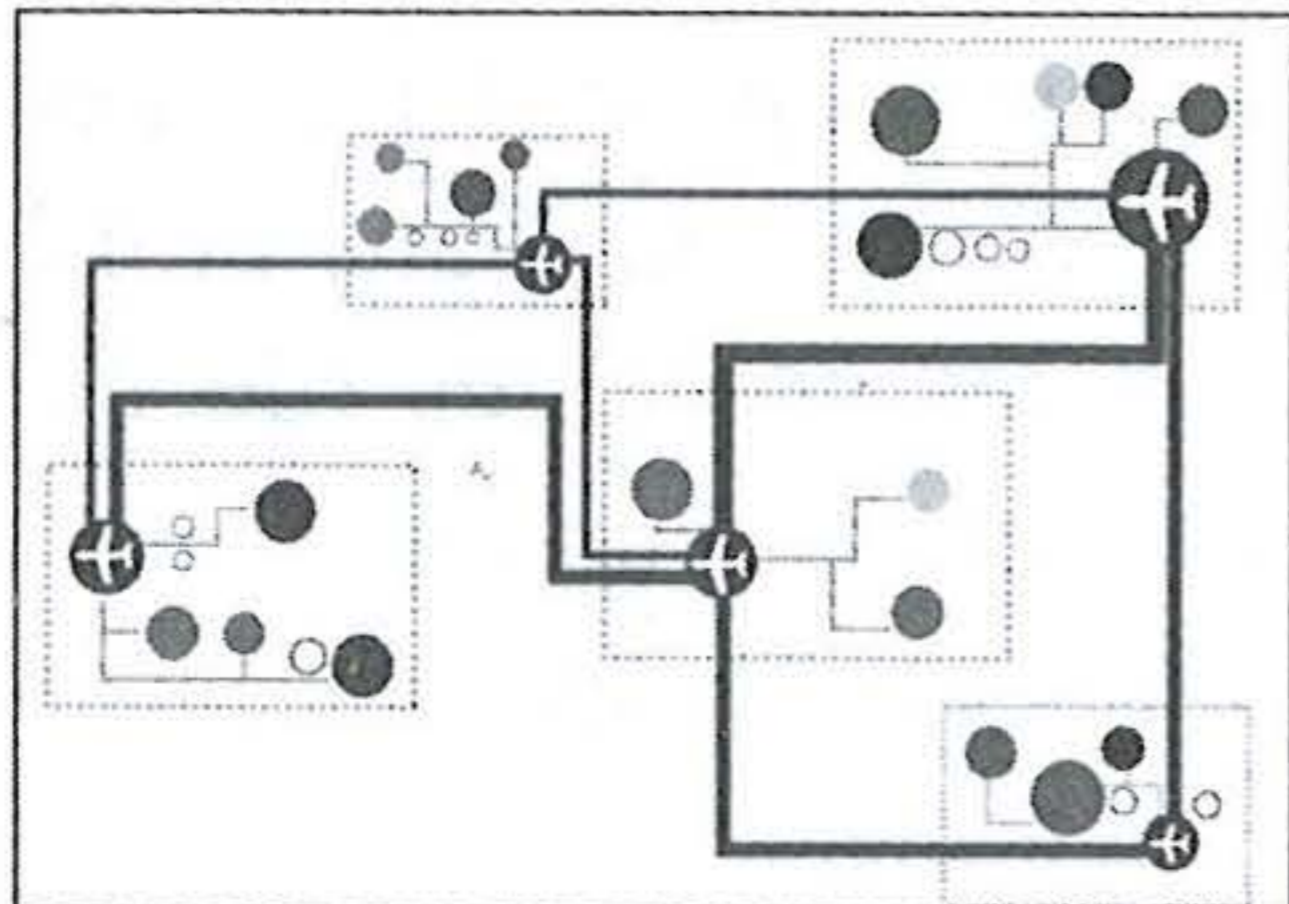
LES OASIS



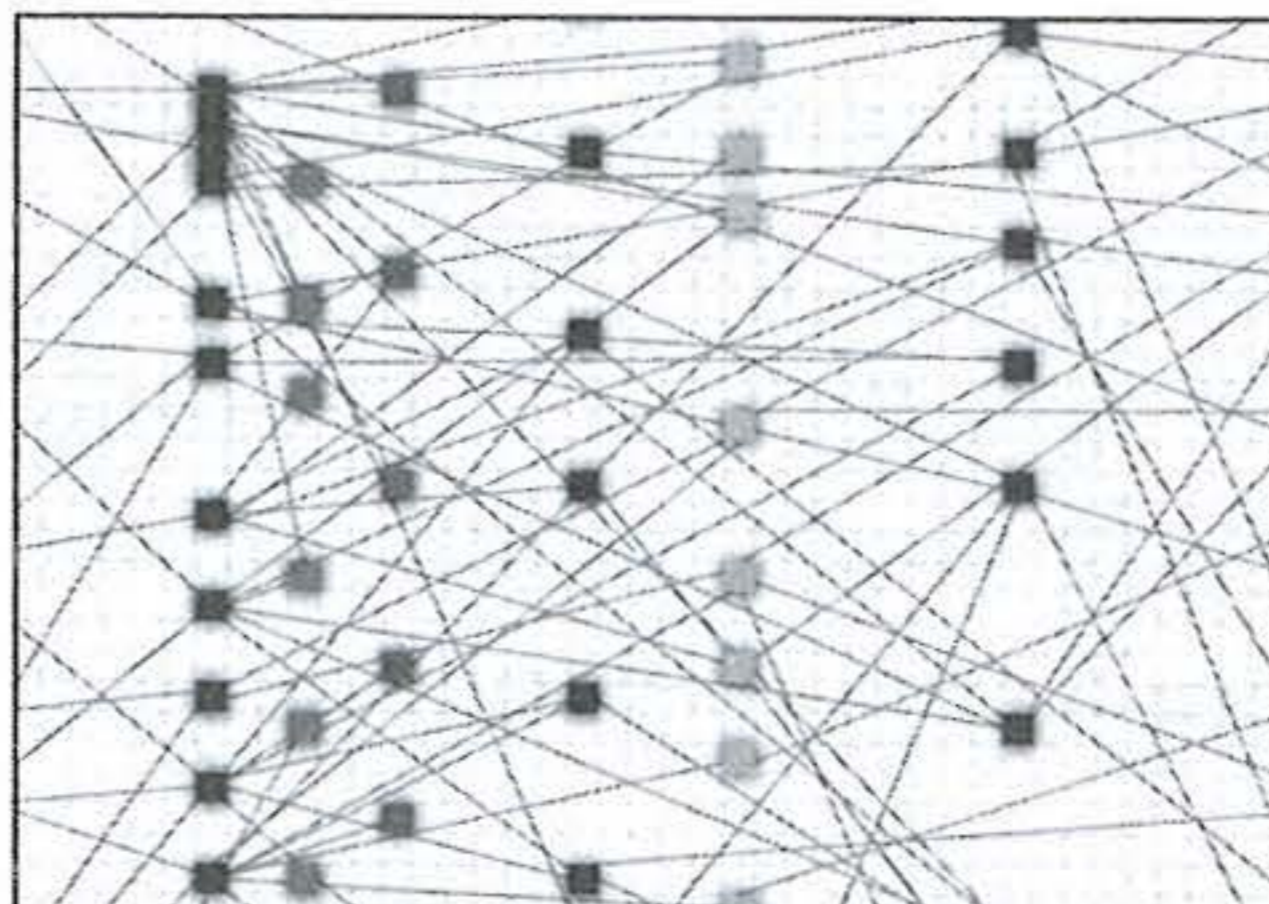
LES SPHÈRES



LES SPOTS



LE WEB



Conception / réalisation : DATAR, 2011 dans le cadre de la démarche de prospective Territoires 2040 • Bernard Pecqueur, Magali Talandier, Karine Huret

Scénarios « Territoire à base économique, résidentielle et touristique »

de ce point de vue une lecture attentive (figure 1) : on y voit clairement, dans les figurés proposés, quand l'interdépendance interne l'emporte sur l'interdépendance externe, ou inversement, et par conséquent quel degré d'autonomie s'affirme dans chaque scénario.

De même qu'il s'agissait précédemment d'anticiper les figures à venir de polarisation-dispersion, ce Janus invite à réfléchir et renouveler le statut (territorial ?) des autonomies interdépendantes ou des interdépendances autonomes. Invitation on ne peut plus concrète si l'on pense à l'avenir politique de la décentralisation dans la République des territoires, et au choc qu'elle induit entre revendication croissante de l'autonomie et nécessité non moins croissante de l'interdépendance. Ainsi, le scénario du « polycentrisme maillé » naviguait déjà entre deux bornes : le « centralisme rénové » du côté d'une interdépendance toute jacobine, et le « local différencié » ou « l'archipel éclaté » du côté des diverses échelles de l'autonomie territoriale². De même, toute quête de gouvernance (expression politique de souverainetés interdépendantes, donc limitées) stimule immédiatement l'affirmation des gouvernements (expression de l'idéal d'autonomie), qui l'engagent pourtant.

Quels monstres politiques seront donc, demain, ces hybrides d'interdépendance et d'autonomie ? Vraisemblablement ceux que nous avons déjà sous les yeux, sous de nombreuses formes et à diverses échelles, sans être tout à fait en mesure de les reconnaître sans soupçon de bâtardise. De ce point de vue, le scénario « Fluidifié » des systèmes territoriaux de flux fait exploser les cadres de l'analyse en imaginant une France où « le réseau et le territoire ne feront plus qu'un », appelant « de nouvelles pratiques et conceptions de la gouvernance des espaces et des territoires, prenant en considération de nouvelles dimensions de l'habiter que sont le passage, l'interrelation, le flux, le transit, l'éphémère » (Cattan et Frétigny, in *Territoires 2040*, p. 79 et 81). Dans une société majoritairement nomade, sans doute selon des modalités qu'on n'entrevoit pas encore, et hypermobile (même remarque), c'est à un profond renouvellement de la lecture de l'espace que conduit la prospective, à travers l'hybridation des réseaux et des territoires.

Janus 3 : Uniformisation/différenciation

Le troisième Janus est tout aussi classique que les précédents, et cependant tout aussi contemporain, puisqu'il s'incarne parfaitement dans la mondialisation, ce processus qui globalise les facteurs et les contextes (de l'économie, de l'échange, de la vie en société, de la culture, etc.), et en même temps ne peut se poursuivre qu'à condition que se récréent des écarts, des avantages comparatifs,

2. Il s'agit des quatre scénarios de lancement de la prospective « France 2020 », réalisée par la Datar en 2000-2002.

des intérêts spécifiques, des distinctions. Janus cruel qui voit l'unique forme « monde » dévorer les territoires d'un côté, et les territoires refabriquer de la différence « mondialisable » de l'autre.

C'est cependant en embrassant plutôt l'un ou l'autre des deux versants que les scénarios développent leurs hypothèses, dans une répartition des rôles à parts quasi égales là encore. Cette opposition est légitime : elle structure de nombreuses politiques publiques d'aménagement, ou à portée aménagiste, soit en prônant l'équité des conditions, des accès, des droits, des progrès, donc une certaine uniformisation, soit au contraire en promouvant la variété, la pluralité des solutions, l'adaptation aux contextes irréductibles, donc la différenciation. Au point qu'on peut y voir deux mondes de valeurs antagoniques perpétuellement réactivés à chaque innovation : ainsi du développement durable et des modalités de l'éco-aménagement (éco-quartiers, éco-cités, éco-territoires), qui vaut progrès à diffuser partout en urgence pour les uns, et modèle unique banalisant pour les autres.

Une fois l'avenir de l'uniformisation et celui de la différenciation explorés séparément dans et par les différents systèmes spatiaux, c'est celui du couple indissociable et paradoxal de ces deux processus qui offre, somme toute, le plus de valeur prospective. De ce point de vue, le dernier scénario des espaces de développement résidentiel et touristique, « Le Web », pour attendu qu'il soit, rebat complètement les cartes puisqu'il invite à se projeter dans un futur où le cyberspace (Musso, 2008) l'a emporté sur l'espace physique, pour une part dominante des relations sociales de toute nature. Dans la toile uniforme de l'espace numérique, chacun tisse ses stratégies. Les auteurs ne laissent pas beaucoup de chances au scénario, tout en reconnaissant qu'il « pourrait consacrer une tendance observable dès 2010 » (Pecqueur et Talandier, in *Territoires 2040*, p. 145). Entre espace et cyberspace, que va-t-il advenir qui exprimera les nouvelles dynamiques sociales d'uniformisation-différenciation ?

► De l'hybridation et de ses promesses

Parvenu à ce stade de l'analyse des 28 scénarios, répartis empiriquement dans la grille des trois Janus et de leur opposition respective, on pourrait être tenté de procéder à de simples combinaisons, puisque ces 3 fois 2 options font 8 ($2 \times 2 \times 2$) possibilités théoriques. Maigre progrès qui ferait passer de 28 à 8 scénarios, dont l'intérêt du résultat est d'avance limité par l'empirisme des répartitions, et le fait que certains des 28 scénarios ne s'y inscrivent pas totalement (en gris dans le tableau 1). Le deuil des scénarios de synthèse se confirme, et avec lui le renoncement à dégager parmi eux LE scénario national, produit final de *Territoires 2040*. Ce qui est bien la meilleure façon de préparer

tous les territoires à être, comme l'annonçait le programme, les acteurs du changement.

Dès lors, quel souvenir laissera ce bel effort prospectif collectif ? Tout le monde se souvient encore du scénario de l'inacceptable³, et l'on vibre toujours à l'invocation du polycentrisme maillé, mais *Territoires 2040* ? La mémoire de la prospective est pourtant au moins aussi importante que son activation répétée.

Le fait que cette fois-ci, une grande opération nationale de prospective territoriale n'ait pas accouché de scénarios cadres, forcément simplificateurs, est une preuve de maturité et de lucidité : maturité de la part des acteurs qui n'ont plus tant besoin d'un horizon unique que de chemins éclairés, et lucidité de la part de ceux qui s'efforcent de contribuer à cet éclairage, et qui ont préféré l'exploration de la complexité, à la convergence sur des messages emblématiques. Une étape a été franchie, dont on pourra en effet se souvenir.

Quant à l'aboutissement prospectif, il consiste, on l'aura compris, à reformuler les dialectiques dans lesquelles les politiques aménagistes d'aujourd'hui et de demain ont et auront à prouver leur utilité et leur efficacité. Présentées d'abord comme des oppositions – parce que c'est ainsi qu'elles ont fonctionné dans la production des 28 scénarios de *Territoires 2040* – ces dialectiques invitent comme il se doit à des dépassements, qui conduisent à leur tour à des hybrides, qu'on a entrevus à partir des trois Janus. Or, l'hybridation n'est pas qu'un simple mélange, un mixte de deux termes, un métissage ; c'est une augmentation, un excès, une outrance, une nouvelle vigueur, parce qu'elle procède d'une tension des contraires.

Le résultat prospectif, exigeant, de *Territoires 2040* est de conduire à la reconnaissance et l'exploration de ces hybrides qui font la vie des territoires, les augmentent, les bousculent, les surprennent, et les font muter vers de tout autres formes de spatialité. Somme toute, le résultat de *Territoires 2040*, c'est de rendre impossible un successeur de type « Territoires 2050 », car il est clair que l'hybridation travaille les espèces d'espaces, qu'il est temps désormais de changer de paradigme exploratoire, et que ce ne sera pas au nom des territoires qu'on pourra, demain, poursuivre l'indispensable agitation prospective, mais bien à condition de saisir l'espace des sociétés par ses nouvelles modalités.

► Bibliographie

- Beaude B. (2012), « Démocratisation des usages du numérique », *Territoires 2040*, n° 6, p. 63-74.
 Carroué L. (2012), « Mondialisation et localisation des activités économiques : les nouveaux défis par l'entrée dans le XXI^e siècle », *Territoires 2040*, n° 6, p. 11-26.

3. Même sans l'avoir vraiment lu, ce qui prive du constat savoureux que la France de 2012 vit *grosso modo* la situation inacceptable dessinée en 1971.

- Crozet Y. (2012), « Énergies, normes environnementales et mobilités », *Territoires 2040*, n° 5, p. 63-74.
- De Wenden C. (2012), « France et flux migratoires internationaux », *Territoires 2040*, n° 5, p. 27-36.
- Gwiazdzinski L. (2012), « Temps et territoires : les pistes de l'hyperchronie », *Territoires 2040*, n° 6, p. 75-96.
- Klein E. (2012), « De l'avenir des nano-technologies », *Territoires 2040*, n° 6, p. 43-52.
- Le Kama A.A. (2012), « Énergies, bio-ressources et territoires », *Territoires 2040*, n° 5, p. 74-82.
- Lévy J. (2012), « Quel espace pour le Postlithique ? Système productif et aménagement de l'espace », *Territoires 2040*, n° 6, p. 99-106.
- Moati P. (2012), « Modes et lieux de consommation », *Territoires 2040*, n° 6, p. 27-42.
- Mora O., Hubert B. (2012), « Agriculture, alimentation et territoire : vers de nouveaux équilibres ? », *Territoires 2040*, n° 5, p. 107-122.
- Musso P. (dir.) (2008), *Territoires et cyberspace en 2030*, Datar, la documentation française, coll. Travaux, n° 7.
- Roux E. et Louargant S. (2001), « Futurs périurbains, de la controverse à la prospective », *Territoires 2040*, n° 2, p. 33-49.
- Sinaï A. (dir.) (2013), *Penser la décroissance. Politiques de l'Anthropocène*. Les Presses de SciencesPo.
- Tabeau M. (2012), « Variabilité climatique et évolution des espaces : s'acclimater aux changements durant le XXI^e siècle », *Territoires 2040*, n° 5, p. 49-62.
- Territoires 2040 (2011), *Des systèmes spatiaux en prospective*, n° 4.
- Torre A. (2012), « Géographie de l'innovation », *Territoires 2040*, n° 6, p. 53-62.